



Louis AUBOUET est né le 21 mai 1914 à Châteauneuf-sur-Cher.

Il est décolleteur à l'usine métallurgique « Le Décolletage florentais ». Militant CGT, membre du PCF de Saint-Florent-sur-Cher, il évoque l'ensemble de sa vie, et notamment la période de l'occupation nazie. Militant clandestin, il crée à Saint-Florent-sur-Cher un syndicat légal des métallurgistes. Au printemps 1944, il crée avec Jean ANDROS l'Union départementale du Cher des syndicats CGT (clandestine). Il décède le 20 mars 1992.

Document 1 : Louis Aubouet. – AD 18 – 1 Ph 55

Quand je suis arrivé à ST FLORENT, les Allemands s'étaient retirés et n'occupaient plus la rive droite du CHER, la ligne de démarcation entre la zone occupée et la zone dite libre passait entre ST FLORENT et BOURGES et se situait un peu avant la petite route du SUBDRAY. Toutes les usines étaient fermées, surtout du fait que la plupart des boîtes de ST FLORENT travaillaient pour des clients qui se situaient maintenant en zone occupée, si bien qu'on avait tous l'impression d'être en vacances, non payées, bien entendu.

[...]

Maintenant, le gros problème, c'était le travail, nous étions tous chômeurs, la vie économique était complètement paralysée, aussi nous avons voulu attendre que le travail reprenne pour enfin nous marier.

Un beau jour, mon patron m'a fait appeler, c'était un débrouillard, tous nos principaux clients étant en zone occupée, région parisienne et ARDENNES principalement, il avait vite compris qu'il lui fallait trouver de nouveaux clients en zone dite libre.

C'est pourquoi il revenait de ST ETIENNE avec des demandes de prix pour un fabricant de vélos et il convenait donc de faire des prix assez bas pour décrocher des commandes et prendre pied, le principal était en effet de redémarrer.

Je me souviens que j'ai accepté de travailler au début à 7 F de l'heure et les copains en ont fait autant pour pouvoir débiter, c'est ainsi que ma petite boîte "LE DECOLLETAGE FLORENTAIS" a été la première usine sur la place de ST FLORENT à reprendre son activité dans le courant de septembre.

[...]

A l'usine, l'ambiance était bien changée, le personnel était bien réduit car les commandes se faisaient rares et le réembauchage se faisait au compte-gouttes, les Allemands de leur côté accaparaient les matières premières, aussi on manquait d'acier qui n'était attribué que par bons-matière.

Pour l'ensemble de l'atelier, seul Robert PALISSON avait eu la malchance d'être prisonnier, tous les autres, un à un ont pu réintégrer leur emploi. Le dernier à revenir à l'usine fut Gabriel DORDAIN. Tout de suite après la débâcle, il avait réussi à trouver du travail dans les champs au domaine de la COUTURE entre ST FLORENT et BOURGES non loin de la route nationale. Le retour de DORDAIN parmi nous, allait avoir pour moi une énorme influence sur mes activités futures.

Depuis la défaite et l'occupation allemande, l'ensemble de la population se sentait quelque peu désespérée, d'abord la "drôle de guerre", ensuite la "surprenante" rapidité de l'invasion avaient créé chez chacun une impression de malaise, celle d'avoir été trahis, vendus. L'affaire de MERS -EL-KEBIR, au cours de laquelle la flotte anglaise avait coulé une partie des bateaux français pour que ceux-ci ne tombent pas dans les mains de l'ennemi, avait ajouté à la confusion générale. Le général DE GAULLE, un inconnu à l'époque, avait lancé de LONDRES son fameux appel historique de Juin 40, faisant appel aux "Officiers, sous-officiers et soldats" pour le rejoindre et continuer la lutte.

D'autre part Jacques DUCLOS et Maurice THOREZ de leur côté avaient eux aussi lancé un appel, qui lui, s'adressait au peuple de France et qui disait qu'un "peuple comme le nôtre ne deviendra jamais un peuple d'esclaves".

Dans la population, la méfiance régnait, tout le monde se méfiait de tout le monde, chacun était bien d'accord pour trouver la présence allemande insupportable, les tickets de rationnement avaient fait leur apparition, la pénurie en tout était générale et le marché noir commençait à faire son apparition, favorisant les plus aisés.

D'autre part, l'espoir de voir revenir rapidement les prisonniers avait disparu. Aussi peu à peu s'était réalisée une

prise de conscience contre l'occupant. L'appel du Général DE GAULLE qui s'adressait exclusivement à l'armée avait pu dès le 1er jour être suivi d'effet par tous ceux qui à ce moment-là se trouvaient hors de FRANCE, ceux qui avaient débarqué en ANGLETERRE, après le désastre de DUNKERQUE, ceux qui se trouvaient dans les colonies au moment de l'Armistice, ainsi que ceux qui dans la marine se trouvaient hors des eaux territoriales.

[...]

Pour tous ceux qui se trouvaient en FRANCE, il n'en allait pas de même, l'appel au peuple de FRANCE lancé par DUCLOS et THOREZ avait bien été entendu par les travailleurs, mais comment organiser une lutte alors que toutes les organisations ouvrières avaient été démantelées par PETAIN et les Allemands? Un énorme travail de réorganisation était à faire d'autant plus délicat et difficile que bon nombre de dirigeants syndicalistes ou communistes avaient été arrêtés et placés dans des camps d'internement en FRANCE.

Ainsi à ST FLORENT, Rémi FONTAINE, Louis MARTIN, Jacques GEORGES, DAROUX, LHOPIEAU, Georges HIBERT avaient été internés. Partant de là, il n'y avait plus de syndicat et les patrons, prenant enfin leur revanche de 1936 en profitaient largement notamment sur les salaires, en baisse, alors que les prix, eux augmentaient. Chaque ouvrier rongait son frein sans rien dire car on se sentait complètement désarmé, privé de syndicat qui était notre seul recours.

Pour mon compte, un premier rayon d'espoir m'est venu quand Gabriel DORDAIN a repris sa place au Décolletage Florentais près de moi. Avant la guerre, Gabriel était secrétaire adjoint de l'Union Locale des syndicats ce qui lui avait d'ailleurs valu d'être licencié de ROSIERES le 30 novembre 1938.

Après la débâcle, il avait eu la chance de ne pas être interné et avait trouvé du travail au domaine de la Couture qui se trouvait en zone occupée et à ce titre, il bénéficiait d'un laissez-passer permanent. C'est à cette époque, qu'il avait réussi à reprendre contact avec Marcel CHERRIER, militant de BOURGES de grande valeur et un commencement d'organisation clandestine avait pu prendre corps.

Régulièrement Gabriel DORDAIN passait la ligne de démarcation et ramenait des tracts du parti communiste clandestin en courant des risques énormes car le P.C. avait été mis hors la loi par PETAIN et HILTER. Peu à peu grâce aux informations fournies par ces tracts, je reprenais progressivement espoir, un noyau de camarades solides s'est créé, qui, je peux l'affirmer sans aucune crainte a été le premier groupe de résistance à ST FLORENT.

Le samedi 14 avril 1941, à l'initiative de Gabriel DORDAIN, une première réunion clandestine a eu lieu à 15 heures dans les bois en bordure de la Chaussée de César, quelques centaines de mètres après la Barrière Rouge. DORDAIN est arrivé à vélo avec Marcel CHERRIER que je ne connaissais pas à l'époque, après avoir passé à MORTHOMIERS la ligne de démarcation.

[...]

C'était moi le plus jeune et Marcel CHERRIER m'a demandé de patrouiller autour pour assurer la sécurité de la réunion. [...]

Pour revenir à notre réunion, Marcel CHERRIER nous a fait un exposé sur la situation à BOURGES où la chasse aux communistes était commencée, son propre frère René CHERRIER était déjà emprisonné, (plus tard il devait être déporté en Allemagne à SACHSENHAUSEN). Nous savons comment des tracts sont tirés à la ronéo et distribués, les risques pris par nos camarades de BOURGES sont énormes, les arrestations et condamnations pleuvent parmi les militants communistes, aussi, après chaque arrestation il faut sans cesse se réorganiser.

Pour éviter que des arrestations en chaîne puissent se produire, il est expressément recommandé de s'organiser par groupes de 3, c'est un impératif de sécurité. A l'issue de la réunion, nous nous sommes dispersés par des chemins différents, CHERRIER et DORDAIN vers MORTHOMIERS, LABONNE, CARLY et moi sommes revenus ensemble en emportant du matériel à polycopier pour tirer des tracts, matériel que Marcel CHERRIER avait amené dans sa musette.

En rentrant chez moi, je me posais tout de même des questions, j'étais absolument d'accord pour faire quelque chose, mais la lutte à mener avait vraiment quelque chose de trop inégal. Comment résister aux Allemands ? Certainement pas par les armes, on n'en avait pas, tant qu'à la victoire finale, seule l'Angleterre, après l'envahissement de la FRANCE, était encore debout, mais ne semblait pas en mesure de pouvoir l'emporter, c'était pratiquement impossible.

Pourtant, des camarades à BOURGES rédigeaient des tracts dénonçant la collusion entre les occupants nazis et les collaborateurs pétainistes, tracts que Gabriel DORDAIN en prenant de gros risques, ramenait en passant la ligne de démarcation qui était de plus en plus surveillée par les Allemands. Ces tracts, tirés en petites quantités avec des moyens de fortune, on les faisait circuler de main en main avec précaution.

Le principal pour le moment était d'informer et, patiemment, de reconstituer notre organisation en exploitant le mécontentement grandissant car les occupants devenaient de plus en plus exigeants, le ravitaillement se faisait rare, tout ou presque partait en ALLEMAGNE, aussi le rationnement avait fait son apparition.

[...]

Petit à petit le découragement et cette sorte de résignation qui s'étaient emparés du plus grand nombre depuis

l'occupation, faisaient progressivement place à la colère et l'indignation face à ceux qui grâce à leur argent ne souffraient d'aucune restriction, aussi notre organisation peu à peu s'étoffait, il ne fallait plus baisser les bras, même si les perspectives dans notre lutte n'apparaissaient pas tellement brillantes face à la puissance de l'occupant qui bénéficiait en outre de la complicité de ceux qu'on appelait déjà les "Collaborateurs".

Si notre organisation progressait, par contre elle s'exposait dangereusement aux représailles des Allemands car les tracts distribués étaient tous signés du parti communiste et les arrestations de ceux, qui par la suite allaient devenir des "Otages", allaient en s'amplifiant.

Enfin une date allait donner une ampleur plus grande au mouvement de résistance, celle du 22 juin 1941 date de l'attaque par les Allemands de l'Union Soviétique. Je me souviens que tous ceux autour de moi qui considéraient notre lutte comme une lutte sans espoir se sont tout d'un coup repris à espérer, la victoire finale, si pour eux n'était pas encore certaine, elle était devenue possible.

[...]

Parallèlement les Allemands engagés dans une guerre contre l'URSS se faisaient de plus en plus exigeants, une bonne partie de l'industrie française était obligée de travailler pour leur armement, puis vint le service du travail obligatoire en ALLEMAGNE où on emmenait de force les ouvriers français dans les usines du REICH.

[...]

[Louis Aubouet échappe à une réquisition pour partir travailler en Allemagne grâce à la complicité de son dentiste et à l'aide de son patron.]

Pour ma part, toujours au contact de DORDAIN je continuais de faire circuler des tracts clandestins, avec prudence, et parfois, la nuit après le couvre-feu il m'arrivait de disséminer ces tracts avec Albert MARGUERITAT (le père de l'entrepreneur actuel) aux abords de ST FLORENT, le grand problème étant de ne pas être reconnu.

[...]

Le mécontentement grandissait dans les usines où les patrons profitaient de la situation en invoquant la présence des Allemands pour maintenir les salaires au taux le plus bas possible. Ceux qui avaient beaucoup d'argent trouvaient tout ce qu'ils voulaient au marché noir, les commerçants faisaient des échanges entre eux et ne manquaient de rien, beaucoup de paysans à des rares exceptions se livraient au marché noir, seuls les ouvriers qui n'avaient que leur maigre salaire manquaient de tout.

C'est à partir de là que nous avons senti DORDAIN et moi qu'il devenait possible de faire quelque chose. Les ouvriers devant toutes les injustices dont ils étaient victimes regrettaient leurs syndicats, ceux-ci ayant été dissous dès le début de la guerre et les dirigeants pourchassés. Ceux qui étaient catalogués comme communistes étaient dans le meilleur des cas internés en FRANCE, comme Jacques GEORGES, d'autres comme KAYSER, RIVET, BUVAT déportés en Allemagne d'où ils ne sont jamais revenus, d'autres encore, internés en FRANCE comme otages étaient fusillés "à titre d'exemple" comme les 27 de CHATEAUBRIANT, cela à titre d'exemple face aux actes de la résistance qui se développaient de plus en plus. Un jour DORDAIN qui était toujours en liaison avec Marcel CHERRIER (dont la tête avait été mise à prix par la Gestapo) est venu me voir en me disant "on va avoir besoin de toi" et il m'expliqua ce qu'on attendait de moi.

Profitant du profond mécontentement qui régnait dans les usines il fallait tenter de reconstituer des syndicats partout où cela serait possible avec des camarades non fichés comme communistes. C'était mon cas et on me demandait de réorganiser toutes les boîtes de ST FLORENT et ROSIERES. Je ne me sentais pas capable d'effectuer un tel travail seul, mais j'avais derrière moi toute l'organisation clandestine du parti patiemment reconstitué par DORDAIN. J'ai donc accepté, mais pourquoi le cacher j'avais tout de même la frousse, bien conscient des risques que je prenais, les nouvelles qui nous parvenaient de BOURGES et de VIERZON concernant nos camarades de la zone occupée n'avaient absolument rien de rassurant, la répression se faisant de plus en plus féroce

SOUS LA CHARTE DU TRAVAIL

Un évènement allait faciliter notre tâche. Les autorités de VICHY s'étaient-elles aussi rendu compte du profond mécontentement qui régnait dans le pays et surtout dans les usines, là où les ouvriers étant groupés, ils redoutaient la création de syndicats capables de leur poser des problèmes. C'est à ce moment qu'ils ont commencé de mettre en place la fameuse "CHARTRE DU TRAVAIL", dont le principal but était de détourner les travailleurs de la lutte revendicative, en substituant à la lutte des classes, la collaboration des classes.

Au printemps de 1943 s'est tenue à ST FLORENT dans l'ancienne salle des fêtes du château (aujourd'hui disparue) une réunion avec le concours de l'inspecteur du travail de BOURGES, à laquelle étaient invités tous les patrons de la métallurgie de ST FLORENT et les représentants de leurs personnels. Sur les conseils de DORDAIN, j'étais présent à cette réunion dont le but était de mettre sur pied à ST FLORENT un "Comité social inter entreprise" dans le cadre de cette fameuse "Charte du travail" dont on nous a démontré toutes les beautés. Désormais nous appartenions tous, patrons, ouvriers, employés et cadres à la "Famille professionnelle de la transformation des Métaux". La ficelle était un peu grosse, il s'agissait bel et bien de neutraliser les travailleurs, patrons et ouvriers seraient tous "parents" dans une même famille professionnelle ! Comme si nous avions les mêmes intérêts à défendre ?

Nous avons décidé cependant de profiter de l'occasion pour nous infiltrer dans cet organisme et c'est là que je me suis rendu compte de l'immense et méritoire travail accompli par DORDAIN. Au sein de ce "Comité social interentreprises" nous avons réussi à placer une majorité de copains acquis à nos idées et décidés à lutter par tous les moyens à notre disposition. Je précise que ce Comité était composé de tous les chefs d'entreprises de ST FLORENT et ROSIERES (des métaux) soit BERNARD de ROSIERES, représentant MAGDALENAT, BESSEICHE pour LABBE, DAUBIE de la SIDCM, BARELLON des forges de la BOISSIERE et l'ensemble des petites entreprises par Henri MEALARES mon propre patron. Un ouvrier de chaque boîte était également présent et c'était principalement Robert LABONNE et moi-même qui étions prévus pour présenter l'ensemble de nos revendications, n'étant pas catalogué pour nos opinions politiques.

Rapidement nous avons eu la preuve que ce "Comité social" n'était qu'une vaste farce. En effet, dès le début LABONNE et moi avons immédiatement attaqué le problème des salaires qui était le plus urgent. Avec un bel ensemble les patrons nous ont répondu que ce problème n'entrait pas dans la compétence du Comité qui n'avait à discuter que d'œuvres sociales, le problème des salaires étant du ressort des syndicats. Les tartuffes ! Ils savaient bien ce qu'ils en avaient fait de nos syndicats et de notre secrétaire Jacques GEORGES, dans un camp d'internement en France.

Sans le vouloir et nous n'attendions que cela, les patrons venaient de nous tendre la perche, nous avons repris la balle au bond en déclarant que nous allions constituer un syndicat "légal" pour discuter salaires. Dans le département du Cher, il y avait encore à BOURGES une "Bourse du Travail", dont le secrétaire était Henri FAJARDIE, un homme dévoué à la cause de VICHY et les syndicats étaient très rares, presque tous ayant comme le nôtre été dissout, ceux qui restaient avaient des effectifs squelettiques car dirigés par des gens, "bénis oui, oui", du régime auquel les travailleurs ne faisaient pas confiance.

Nous nous sommes donc adressés, pour constituer notre syndicat sous une forme légale à FAJARDIE qui s'est montré tout heureux de l'aubaine. Par lui nous avons été mis en rapport avec Marcel ROY secrétaire général de la fédération des métaux (vichyste) qui nous a donné la marche à suivre, dépôt de statuts, formation d'un bureau provisoire et placement des cartes syndicales.

Un samedi matin, nous avons rassemblé tous les camarades qui participaient au Comité Social dans l'ancienne sellerie du Château, nous étions une quinzaine et nous leur avons proposé de former ce fameux bureau provisoire. Tout le monde était d'accord pour former ce syndicat car dans les usines les ouvriers manifestaient leur impatience d'être défendus au niveau des salaires.

Le vote fut rapidement fait et je me suis retrouvé élu Secrétaire Général à titre provisoire (j'ignorais à ce moment que de provisoire, je resterais Secrétaire jusqu'à 1975, 32 ans c'est pas mal), Louis JAMET était mon adjoint (Rosières), Robert LABONNE étant élu Trésorier.

Le nom des autres camarades m'échappe, mais je me souviens qu'aucun d'entre eux n'avait eu de responsabilité syndicale avant 1939. Les patrons ainsi étaient rassurés, ainsi que les autorités de Vichy. Personne d'entre eux ne se doutait que la C.G.T. clandestine tirait les ficelles.

Désormais les réunions du Comité Social avaient une toute autre signification. On continuait bien sûr à discuter de choses secondaires, telle l'achat de coupes de bois exploitées par les soins du Comité Social et vendu ensuite au prix coûtant aux travailleurs qui manquaient de chauffage, on se battait aussi pour obtenir des attributions de pneus de vélos qui faisaient cruellement défaut, le vélo étant le seul moyen de transport et les Allemands raflant toute la gomme pour leurs besoins.

[...]

Chaque réunion de Comité Social se terminait invariablement par une attaque en faveur des salaires. La différence entre ST FLORENT et BOURGES était énorme, aussi on ne manquait pas d'arguments, chiffres en mains et les patrons se trouvaient souvent en difficulté, leur principal argument étant que les Allemands, toujours eux, s'opposaient à toutes augmentations. Enfin à force d'argumenter nous avons fini par obtenir de modestes augmentations.

Un point nous tenait particulièrement à cœur, tant l'injustice était intolérable, c'était celle des zones de salaires. La zone n° 1 était PARIS et ST FLORENT était classé dans la zone la plus défavorisée (comme par hasard) avec un abattement de 40% par rapport aux salaires parisiens.

Nous avions là un cheval de bataille de 1er choix et nous avons engagé une lutte sans merci, n'hésitant pas à frapper à toutes les portes, forts que nous étions de l'appui unanime de tous les travailleurs de ST FLORENT, outrés de tant d'injustices.

Une chose était certaine, nous avions su gagner la confiance dans les usines et nous en avons eu bientôt la preuve avec le placement des cartes syndicales. Nous avons réussi à placer 467 cartes sur ST FLORENT- ROSIERES ce qui, compte tenu des effectifs réduits de l'époque constituait un véritable tour de force. Ce résultat eu le don d'étonner les dirigeants de l'Union Départementale comme ceux de la Fédération des Métaux (tous Vichystes) car dès notre prise d'activité, nous étions devenus un des plus importants syndicats du département, sinon le plus important.

D'autre part, l'action clandestine du parti avait fait naître un peu partout de nouveaux syndicats qui avaient comme nous profité de la mise en place de la Charte du Travail pour se doter d'une couverture légale avec des militants nouveaux, comme c'était mon propre cas.

Cette floraison de syndicats et surtout l'importance du nôtre devint immédiatement suspecte aux gens de Vichy qui nous ont pris bientôt dans le collimateur, aussi il nous fallait redoubler de précaution pour éviter d'être démasqués.

Un jour pourtant j'ai été amené à prendre des sérieux risques. A cette époque, la fameuse milice de PETAIN dans le but sans doute de s'attirer quelques sympathies (dont elle manquait à coup sûr) lança, avec force publicité l'idée de constituer un pécule pour chaque prisonnier à leur retour de captivité. A cet effet, une réunion fut organisée à ST FLORENT dans une salle de la mairie avec les patrons, les représentants ouvriers et diverses personnalités afin de nous convaincre de participer à cette œuvre.

Il s'agissait que chaque ouvrier verse chaque mois 1 heure de son salaire pour la constitution de ce pécule. Les camarades m'avaient recommandé de ne pas accepter ce qui n'était qu'une manœuvre de la part de la Milice.

Aussi au cours de cette fameuse réunion, je me suis élevé avec force contre les propositions qui nous étaient faites. J'ai expliqué que nous étions parfaitement d'accord pour que les prisonniers bénéficient d'un pécule à leur retour, mais que ce n'était pas aux ouvriers de le payer, les ouvriers étant eux-mêmes des victimes de l'actuelle situation pendant que certains amassaient des fortunes scandaleuses à la faveur des événements, et j'ai ajouté qu'au moment de la libération il serait temps de confisquer tous ces profits illicites pour constituer un pécule pour les prisonniers.

En me laissant ainsi emporter je prenais des risques énormes et je me rappelle la réaction de BERNARD le Directeur de ROSIERES qui s'exclama :

“Mais Monsieur AUBOUET vous êtes le révolutionnaire de la salle”!

Dorénavant il faudrait que je fasse attention pour ne pas me démasquer davantage. Pourtant cette réunion a eu quelque chose de positif. Outre que l'heure de salaire ne fut pas versée, j'ai eu une bonne surprise en m'apercevant que ma prise de position n'avait pas que des ennemis dans la salle. Je me souviens entre autre que Monsieur Henri MASSICOT paraissait très intéressé par mes paroles et j'ignorais qu'à l'époque Henri MASSICOT était lui-même membre d'un réseau de résistance, “ le groupe Vengeance”. Nous n'avions bien sûr aucun contact local entre organisation par mesure de simple sécurité, mais à l'échelon national toutes les organisations avaient des rapports et poursuivaient des objectifs communs.

[...]

J'avais aussi remarqué que certains cadres tels que Monsieur JULIA de ROSIERES appuyaient ma position en matière de salaires. Je me souviens même qu'un jour Monsieur JULIA m'a fait venir chez lui pour me communiquer une foule de renseignements, chiffres qui me furent de la plus grande utilité pour mon argumentation, notamment dans la lutte contre les inadmissibles zones de salaire. Si au début, j'étais un peu hésitant et inquiet, maintenant je me sentais bien accroché et décidé à aller le plus loin possible, fort de tous les soutiens que je sentais autour de moi et de la solidité de mes arguments qui étaient imbattables.

Il y avait surtout que l'ensemble des ouvriers avait confiance en moi et que je ne devais pas les décevoir, je discutais chiffres avec de plus en plus de maîtrise, ce qui me valait un certain respect de la part du patronat local que ne se doutait pas que derrière le paravent de la Charte du Travail, je défendais en réalité les positions qui m'étaient dictées pas les camarades passés à la clandestinité, notamment Marcel CHERRIER (devenu l'ennemi public n°1 et tête mise à prix par la Gestapo) et cela toujours par l'intermédiaire de Gabriel DORDAIN.

Toujours par DORDAIN je recevais de la documentation de la presse clandestine [...].

Nous avions échos des arrestations qui se faisaient de plus en plus nombreuses en zone occupée, surtout BOURGES et VIERZON où des militants étaient fusillés.

[Le 22 septembre 1943, Gabriel Dordain est arrêté par la Gestapo sur son lieu de travail à Saint-Florent-sur-Cher après d'un de ses neveux Goesse – un résistant FTP- a été arrêté à la suite d'un accrochage avec l'armée allemande. Dordain est fusillé à Bourges le 23 novembre 1943 avec sept autres résistants.]

[...]

Le samedi qui suivit l'arrestation de DORDAIN, j'ai assisté à BOURGES à une réunion tenue à l'hôtel des syndicats en compagnie de Robert LABONNE et Louis JAMET. L'hôtel des syndicats était située rue Michel de BOURGES à côté du siège de la Gestapo et en passant devant, sur le trottoir, toutes mes pensées allaient à Gabriel DORDAIN que je savais prisonnier et martyrisé, là, tout près dans les caves de cet immeuble. Toute la journée, au cours de cette réunion je n'ai guère porté attention à ce que disait Marcel ROY secrétaire Vichyste de la fédération des métaux qui s'évertuait à nous démontrer les avantages de la Charte du Travail avec ses "familles professionnelles".

Les patrons présents buvaient du "petit lait" et dans l'assistance "salariés" les mines étaient diverses. Il y avait ceux heureux qui étaient tout prêts à collaborer en acceptant les honneurs de Vichy, mais d'autres évitaient de parler, tout comme moi, certainement pour éviter de se mouiller et j'en ai vite conclu que parmi eux un certain nombre jouait la même carte que moi.

[...]

J'ai senti qu'on était plus nombreux que j'espérais à nous être infiltrés dans l'organisation et ce fut là, la principale satisfaction de cette pénible journée au cours de laquelle je n'avais jamais cessé de penser à DORDAIN là tout près aux mains de la Gestapo.

A quelques jours de là, ROYON me demanda de me rendre chez lui à la nuit. Il y avait là cinq ou six gars que je ne connaissais pas, tous étaient des militants communistes entrés dans la clandestinité pour échapper aux recherches de la Gestapo et tous avaient d'importantes responsabilités départementales.

Celui qui parlait, un grand sec qu'on appelait "RENAUDIN" (son nom de guerre) nous expliqua rapidement la situation. DORDAIN tombé et étant membre du "triangle local" de direction, il était nécessaire de nous réorganiser rapidement. DORDAIN disparu c'est moi qui avait été choisi pour le remplacer au sein du "triangle", mais avec des responsabilités différentes.

Désormais, THOMAS serait responsable politique, ROYON responsable militaire (liaison avec maquis) et moi qui était déjà solidement implanté sur le plan syndical, je devenais responsable "aux masses", et on me présenta celui avec qui dorénavant je devrais être en contact [CLEACH].

[...]

Par lui je recevais des directives de BOURGES, puisque DORDAIN n'était plus là et j'avais en même temps des nouvelles sur la répression qui s'abattait sur nos camarades de BOURGES et VIERZON et qui se faisait de plus en plus féroce, des distributeurs de tracts communistes étaient immédiatement arrêtés pour être déportés dans des camps en Allemagne et d'autres étaient tout simplement fusillés, je n'avais donc aucune illusion à me faire sur le sort de DORDAIN.

D'autre part, il m'était recommandé de redoubler de précautions car de plus en plus de collaborateurs de VICHY et les Allemands sentaient dans tous ces nouveaux syndicats reconstitués la main du parti communiste clandestin notamment sur VIERZON et il fallait se méfier des traîtres capables de tout dénoncer pour de l'argent.

Pour ST FLORENT on ne sentait pas de risque immédiat car nous avions la chance d'être en zone "dite libre". Une chose pourtant m'inquiétait fortement. CLEACH m'expliqua que notre objectif était de créer une véritable organisation syndicale départementale clandestine, parallèle à la Bourse de Travail légale de VICHY. A cet effet, il avait déjà contacté plusieurs camarades, notamment de la P.M. (Précision Moderne) de VIERZON, des gars solides, mais il m'avança aussi quelques noms de gars de BOURGES que j'avais déjà eu l'occasion de côtoyer dans des réunions de la Charte et en qui je n'avais que très peu confiance, les ayant moi-même entendus défendre la Charte avec conviction.

En définitive, CLEACH me fixa un rendez-vous à BOURGES pour un samedi matin à 9 heures 1/4 dans la rue GAMBON et on devait se réunir avec les gens qu'il aurait contactés pour essayer de constituer cette fameuse organisation C.G.I. clandestine. [...]

[La réunion n'a pas lieu, les Allemands ayant procédé à plusieurs arrestations à la Précision Moderne de Vierzon. CLEACH, se sentant menacé, prend la fuite.]

[...]

DORDAIN disparu, CLEACH volatilisé, je me suis trouvé un moment sans contact, à part ROYON qui continuait à me passer des journaux clandestins ronéotypes, tels que l'Humanité, la Vie Ouvrière et aussi des journaux de la résistance relatant les actions du maquis comme "France d'Abords", "le Patriote Berrichon" etc., qui relataient les actions armées contre les nazis et leurs collaborateurs français, la lutte se faisait de plus en plus chaude et malheureusement la liste des camarades qui payaient de leur vie ne cessait de s'allonger.

Un jour ROYON me convoqua chez lui ainsi que Robert LABONNE, à la nuit comme de bien entendu, et il nous mis en contact avec un nouveau camarade chargé de prendre la place de CLEACH. Ce camarade avait pris le nom de guerre de DUVAL, il avait mon âge. Dès le premier abord il m'est apparu comme beaucoup plus solide que CLEACH, mais ce qui à première vue m'a un peu intrigué c'est qu'il avait un air toujours inquiet, l'air de quelqu'un de méfiant, toujours sur ses

gardes.

[...]

Rapidement, j'ai été mis en confiance par DUVAL, son air perpétuellement inquiet des premiers jours qui s'expliquait par le fait qu'il venait tout juste de s'évader, a fait place à une tranquille assurance, rien de commun avec CLEACH. Très rapidement il me posa à nouveau le problème de la réorganisation des syndicats sur le plan départemental qui devenait de plus en plus difficile avec la chute des copains de la P.M. (Précisions Modernes) de VIERZON dont la plupart déportés à BUCHENWAL n'en revinrent pas.

Il m'expliqua qu'on comptait beaucoup sur moi qui avait bien réussi sur le plan de ST FLORENT pour se servir de ma jeune expérience. Tout d'abord, à part quelques camarades isolés qu'on avait réussi à infiltrer dans les organismes de la Charte, nos effectifs étaient encore faibles et il s'agissait de préserver au maximum leur incognito pour ne pas les démasquer et les exposer dangereusement.

Pour donner l'illusion, nous avons décidé de sortir un petit journal départemental tiré à la ronéo avec un petit article sur la majeure partie des entreprises afin de faire croire que nous représentions un effectif considérable. Pour ST FLORENT, c'est moi qui régulièrement fournissais un petit article tant sur LABBE, Les FORGES de la BOISSIERE que la SIDGM, MASSICOT mais surtout sur ROSIERES. Les sujets ne me manquaient pas pour mobiliser les ouvriers sur leurs revendications et ma situation de secrétaire "légal" du syndicat me facilitait grandement l'accès aux renseignements.

[...]

Pendant ce temps les réunions du Comité Social local continuaient de se dérouler aussi monotones en parlant toujours de menues activités sociales et de la mise en place (par les patrons) des différents organismes prévues par la Charte du travail dans le cadre de notre " Famille professionnelle de la transformation des métaux". Du côté ouvrier, nous continuions toujours de nous battre comme des lions contre les zones de salaires.

Cependant à cette époque, on a senti que quelque chose changeait en face de nous. L'explication était simple. Au début nous étions les seuls à appartenir à une organisation de résistance bien structurée. Depuis les choses avaient évolué, au début, côté patronal chacun était convaincu de la victoire d'HITLER et on faisait preuve d'une certaine arrogance vis à vis des ouvriers.

Aujourd'hui les choses ne se présentaient plus de la même façon, les défaites Allemandes sur le front russe, le désastre de STALINGRAD pour les nazis, avaient eu pour 1ère conséquence de redonner encore plus de moral à nos copains, mais aussi de jeter un certain trouble dans les milieux patronaux.

C'est ainsi que j'ai eu la conviction que mon propre patron devait appartenir à un réseau de résistance (j'ai su plus tard que c'était Libé-Nord.) J'en avais eu un premier sentiment quand il s'était violemment accroché avec BERNARD de ROSIERES, lors de l'exécution de DORDAIN, puis par la suite quand il avait continué pendant des mois à payer le salaire à la veuve, quand il m'avait incité à faire des quêtes parmi le personnel, et enfin quand il avait lancé sur le plan local une collecte en prenant de gros risques pour la veuve et les orphelins.

[...]

Enfin le jour vint où les Comités tripartites de la Charte du Travail virent le jour et d'un seul coup je me suis vu propulsé jusqu'au "Comité Tripartite Régional de la Charte à ORLEANS".

A vrai dire je n'étais pas du tout rassuré malgré un tel honneur (je représentais le Cher-Sud) car je sentais bien qu'à ce niveau, il y avait peut-être encore quelques copains mais qu'ils devaient être rares. J'ai adopté l'attitude la plus sage, ne rien dire et observer. Cependant, j'ai eu une grosse surprise celle d'un gars d'ORLEANS, un nommé PAPIAU qui est venu me parler. Il m'a expliqué que son frère était caché à ST FLORENT, à l'usine LABBE sous le nom de FLAMARD, il fallait donc que je lui ai d'emblée donné confiance, il m'expliqua que lui-même était de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) clandestine et me confia du matériel tiré à la ronéo, sous la signature de Louis SAILLANT qui représentait la tendance JOUHAUX au sein de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) réunifiée aux accords du PERREUX.

[...]

Au cours des réunions auxquelles j'ai participé en zone occupée je me suis rendu compte que comparativement aux camarades de cette zone, nous-mêmes en zone dite libre étions incontestablement favorisés.

Sur BOURGES et VIERZON, la Gestapo avec ses complices "français" tels PAOLI et PICAULT faisaient régner une véritable terreur avec la complicité des "collabos". Arrestations, Déportations, Disparitions, ne se comptaient plus et l'éventualité d'une défaite des Allemands de plus en plus possible rendaient tout ce beau monde de plus en plus féroce.

[...]

Un jour, DUVAL est passé me voir à l'usine et me donna rendez-vous avec Robert LABONNE pour le soir même chez Marcel ROYON. Ce soir-là DUVAL nous annonça qu'il était appelé à des tâches encore plus importantes, de responsable aux masses sur le plan du CHER, il aurait désormais à rayonner sur plusieurs départements dont le CHER malgré tout. Pour le remplacer, il nous présenta un nouveau camarade qui m'impressionna sur le champ par son grand calme, son nom de guerre était RENAULT et ce n'est qu'après la libération que j'ai connu son véritable nom. On se souvient que lors de la rafle effectuée par la Gestapo à la P.M (Précisions Modernes) de VIERZON, un seul de nos camarades, arrivé en retard ce jour-là au boulot avait pu s'échapper de justesse.

C'était Jean ANDROS. Après 2 mois, caché chez une tante à ROANNE, il était revenu se cacher dans le CHER et repris sa place dans la résistance. Or ANDROS maintenant avait pris le nom de RENAULT et c'est lui que j'avais devant moi. DUVAL nous expliqua que maintenant, RENAULT et moi étions aptes à le remplacer sur le plan départemental.

Nous avons continué ensemble à sortir notre petit journal clandestin tiré à la ronéo et qu'on a appelé "Le Travailleur Syndique". Il s'agissait de remonter la confiance dans les usines car fallait bien comprendre que tout partait de là, d'abord remonter la combativité revendicative des travailleurs en les regroupant, ensuite, faire échec au service du travail obligatoire pour les Allemands (STO) en aidant les jeunes à se cacher (réfractaires au STO) pour leur éviter la déportation du travail, et enfin, pour certains à rejoindre les maquis qui commençaient à se multiplier.

Un jour, RENAULT (ANDROS) est venu me voir de la part de DUVAL et m'a proposé de tenir une petite réunion chez moi à la nuit à BELLEVUE.

Nous n'étions que 4, ANDROS, DUVAL et un gars de PARIS, qui, je l'ai su beaucoup plus tard, était MAURICE, Secrétaire Fédéral National de la Fédération CGT (Confédération Générale des Travailleurs) des cuirs et peaux, passé lui aussi dans la clandestinité. Nous avons discuté longtemps. Il s'agissait de constituer cette fois un bureau restreint de l'Union Départementale CGT (Confédération Générale des Travailleurs) qui prendrait le nom de "Direction illégale de l'Union Départementale des Syndicats". Une réunion fut prévue à BOURGES pour mettre ce bureau au point. RENAULT (ANDROS) m'en fixerait le lieu et la date.

[...]

Enfin RENAULT (ANDROS) me fit part que notre réunion départementale se tiendrait à BOURGES le 12 mars à partir de 9 heures dans une salle au 1er étage du Bar Européen dans le bas de la rue COURSALON.

Nous étions que 5 à cette réunion qui dura jusqu'à 5 heures du soir. Là j'ai retrouvé ANDROS (alias RENAULT), DUVAL (alias BERNARD) un cheminot de BOURGES Jean SARSAT et MAURICE était à nouveau descendu de PARIS pour nous guider dans notre travail.

On fit rapidement un inventaire des syndicats que nous contrôlions et les tâches nous ont été réparties au sein d'un bureau provisoire et forcément le plus restreint possible, question de sécurité. Ainsi ANDROS est devenu Secrétaire Général de l'Union Départementale "illégal", moi-même devenant son adjoint et Jean SARSAT le Trésorier.

Tout le reste de la journée nous avons passé notre temps à établir des articles soigneusement étudiés pour notre journal clandestin, qui, ainsi rédigé pouvait faire croire à l'émanation d'une organisation très puissante, et tout cas très supérieure à celle des syndicats légaux de VICHY.

Vers 6 heures du soir alors que je revenais à vélo vers ST FLORENT, la tête encore pleine des discussions de la journée et en poche une multitude de notes écrites, alors que j'arrivais à l'ancien passage à niveau de ST HENRI, j'ai eu une bien vilaine surprise. Le passage à niveau était fermé et la route contrôlée par un barrage de la Milice.

Ma surprise a été totale, si j'avais vu le barrage assez tôt j'aurais facilement pu choisir une autre route, mais il était trop tard. Un chef de la Milice m'a demandé mes papiers. Je lui ai sorti ma carte d'identité, mais comme un parfait imbécile j'avais mis à l'intérieur de ma carte toutes les notes soigneusement pliées que j'avais prises durant toute la journée, il y avait aussi quelques billets de banque également pliés avec ces fameuses notes. J'ai eu un léger frisson, conscient, mais un peu tard de la faute que j'avais commise.

Fort heureusement, j'ai eu une très bonne réaction, j'ai réussi à prendre mon meilleur sourire et avec la meilleure grâce possible, j'ai tendu ma carte d'identité au Milicien tout en retirant devant lui et très négligemment tous les papiers compromettants qui se trouvaient pliés dedans. Après avoir consulté ma carte et bien regardé ma photo, il m'a demandé si j'allais à ST FLORENT. Je lui ai dit oui. Il m'a répondu "c'est bien, vous pouvez passer". Toujours avec mon plus beau sourire je lui ai répondu "merci Monsieur et à votre service". Ouf ! J'avais eu chaud, mais je sentais en roulant sur mon vélo que mes genoux tremblaient un peu en pédalant et j'ai bien juré que la leçon me serait profitable, ce n'est pas à chaque fois qu'on tombe sur un milicien aussi peu curieux.

Huit jours environ après notre réunion du Bar Européen devait se tenir à la Bourse du Travail de BOURGES le Congrès départemental des syndicats "légaux", c'est à dire admis par VICHY. Aussi lors de notre fameuse réunion clandestine, nous avons mis au point une série de résolutions destinées à contrebalancer la Charte du Travail, et qu'il s'agissait pour nous et nos camarades de défendre au sein même de ce fameux Congrès. L'opération s'avérait délicate car

nous savions que des observateurs de VICHY seraient présents dans la salle et qu'il fallait à tout prix éviter de démasquer notre véritable appartenance.

Le syndicat des métaux de ST FLORENT avait désigné 3 délégués pour ce Congrès et nous avons dû aller coucher le samedi soir à BOURGES à l'hôtel de la Charrue : il s'agissait de Robert LABONNE, Louis JAMET et moi-même. Le matin du Congrès, nous avons retrouvé sur la place des Marronniers ANDROS (RENAULT) et BERNARD (DUVAL). Nous avons rapidement mis sur pied une tactique pour les tenir en permanence au courant du déroulement des travaux du Congrès.

A tour de rôle Robert LABONNE, moi-même et 2 bûcherons amis qu'on nous a présentés, VIOLLE et BONNEFOY, devions rejoindre ANDROS et BERNARD qui devaient de leur côté se déplacer d'un café à l'autre autour de la place MALUS. Tout fonctionna parfaitement et la liaison se fit très bien.

Au sein du Congrès lui-même, qui fut présidé par un Chartiste du Maine et Loire un nommé DEAUD, il nous est apparu rapidement que la Charte ne faisait pas l'unanimité, notamment sur le point de constituer un syndicat "unique et obligatoire" dans le giron de la charte. Je ne rapporterai pas toutes les interventions, bien entendu mais je me rappelle que parmi les plus acharnés à défendre le syndicat de la Charte j'ai noté DOUCERON de VIERZON et JEUX de BOURGES.

D'autres délégués, tout en n'appartenant pas à notre organisation clandestine, n'étaient pas très emballés. Enfin c'est notre camarade BONNEFOY, un vieux bûcheron de la région de SANCERGUE qui lut la déclaration que nous avions préparé 8 jours plus tôt au Bar Européen.

Mis aux voix, le projet pour la Charte obtint 22 voix pour, 10 contre, et 18 abstentions. Ainsi malgré la pression qui pesait sur le Congrès, les chartistes n'avaient pu recueillir que 22 voix sur 50 suffrages et 32 exprimés, c'était pour nous une belle récompense. Je dois préciser que dans les 10 voix contre, il fallait compter LABONNE et moi tandis que JAMET avait préféré s'abstenir en déclarant que nous n'avions pas été mandatés par notre syndicat, ce qui était d'ailleurs exact.

En réalité sa position traduisait plutôt une crainte que partageaient certainement les 18 qui s'étaient abstenus, par peur de représailles au cas où ils avaient voté contre.

Je dois dire que leurs craintes étaient en partie justifiées car, au lendemain de la libération quand nos camarades reprirent possession du siège de la fédération nationale des métaux, rue Lafayette à PARIS, on nous a signalé que le nom de Robert LABONNE et le mien figuraient sur une liste avec la mention "Anti chartistes" sous-entendu "communistes". Les risques qui pesaient sur nous étaient des plus sérieux.

A la suite de ce fameux congrès qui dans le fond était pour nous une victoire, nous avons continué notre travail d'organisation sur le département.

[...]

Par ailleurs, je continuais de participer aux réunions de notre bureau "illégal". A ces occasions je me rendais à vélo à BOURGES où je retrouvais ANDROS et SARSAT et nous nous réunissions discrètement en pleine nature, nous rappelant que les murs peuvent avoir des oreilles.

(...) Ainsi réunis nous examinions pour éventuellement les modifier les projets d'articles que chacun de nous avait préparés pour notre Journal "Le Travailleur Syndiqué", que ANDROS faisait tirer à la ronéo et que nous devions ensuite diffuser dans les différentes boîtes. Pour ST FLORENT j'en prenais 500 qu'il s'agissait de faire circuler avec précautions de mains en mains.

[...]

Pendant ce temps les actions armées du maquis se multipliaient et la répression se faisait toujours plus dure, les déportations étaient de plus en plus nombreuses. Les Allemands et leurs complices se faisaient de plus en plus féroces envers ceux qu'ils appelaient "les terroristes".

Les sabotages succédaient aux sabotages pour empêcher les usines de tourner. Un beau jour, je me suis donc retrouvé chômeur. J'ai pu me faire embaucher par la commune où successivement j'ai aidé à rouler le bois pour les personnes âgées.

[...]

Souvent j'avais des tracts à distribuer, aussi je partais un peu plus tôt le matin et à la volée je balançais des poignées de tracts sur les différents chantiers dont j'avais à m'occuper. Personne ne se doutait que c'était moi et j'étais très heureux de voir que tous mes papiers étaient lus avec intérêt et redistribués à l'extérieur, tous étaient d'accord, la confiance revenait et on parlait de plus en plus d'un débarquement allié

[...]

[Louis Aubouet apprend que le débarquement a eu lieu.]

Quelques jours plus tard, les organisations de résistance de ST FLORENT se sont enfin réunies pour coordonner leurs actions. Cette réunion s'est tenue rue Jean BAFFIER au domicile de Monsieur LEVEQUE, membre actif de LIBE-NORD et nous avons mis sur pied le Comité Local de Libération (C.L.L.). Marcel LAFLEUR le dentiste, membre du Front National a été désigné comme Président du C.L.L. (Comité Local de Libération), André THOMAS du P.C. (Parti Communiste) et Henri MEALARES du M.L.N. (Mouvement de Libération National) étaient vice-présidents, moi-même était membre au titre de la C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs) et Georges DESNOUES en tant que P.S. (Parti Socialiste).

Par la suite, à ces 5 membres nous avons ajouté PIEUCHOT (Libé-Nord) Robert LABONNE (des Milices Patriotiques), Melle SOULAT (U.F.F.) (Union des Femmes Française) et Jean MIGNOTON (F.U.J.P.) (Forces Unies de la Jeunesse Patriotique).

C'est là que nous avons désigné une quinzaine de personnes pour constituer le Conseil Municipal Provisoire de la Libération qui serait ratifié par le C.D.L. (Comité Départemental de Libération).

Tout alla ensuite très vite.

[...]

Le C.L.L. (Comité Local de Libération) se réunissait chaque matin dans les communs du château et c'est lui qui prenait les décisions.

[...]

Cependant le rôle du C.L.L. (Comité Local de Libération) de ST FLORENT élargi. Mandaté par le C.D.L. (Comité Départemental de libération), nous avons un rôle de "Comité Cantonal de libération" et une commission politique était chargée de visiter les 12 communes du canton, autres que ST FLORENT où le travail était fait, afin de remplacer les maires et conseils municipaux qui s'étaient mouillés avec VICHY et PETAIN et les remplacer par des gens qui avaient aidé la Résistance.

Il est amusant de rappeler ici que j'ai participé à cette commission avec André THOMAS qui connaissait le canton par cœur et Henri MEALARES, mon propre patron. L'entente entre nous 3 a été parfaite.

[...]

Parmi les conseillers, il était curieux de constater que nous nous trouvions 3 du Décolletage Florentais, 2 de mes patrons, Henri MEALARES et PENNETIER et moi-même. Tout en appartenant à des réseaux différents, nous nous trouvions réunis là : pour une petite boîte d'une quinzaine d'ouvriers c'était assez exceptionnel, et encore il nous manquait ce pauvre DORDAIN qui après avoir tant fait pour cette libération, allant jusqu'à sacrifier sa vie, n'était plus là pour fêter avec nous le grand jour.

[...]

Sources :

Documents 1 et 4 : photographies : AD 18 – 1 Ph 55

Document 2 : Pièce d'identité de Louis Aubouet : AD 18 – 1 Ph 55

Document 3 : N°1 du « *Le Travailleur syndiqué* » - AD 18 – 1 Ph 55

Texte : extraits relatifs à l'action syndicale de Louis Aubouet

Texte intégral pour la partie « Période juillet 40 – Libération ». AD 18 – 1 Ph 55 (Le témoignage complet de « *Louis Aubouet : 21/05/1914 - 20/03 1992* » se trouve répertorié aux Archives départementales du Cher sous la même cote)

Carte d'Identité

Nom Aubouet
Prénoms Louis, André
Profession ou qualité Décolleteur
Nationalité Française
Né le 21 mai 1914
à Châteaumeuf s/Cher
Domicile S. Florent s/Cher
de Lavats

Signature du Titulaire,



MAIRIE DE SA
ICHE

Document 2 : Carte d'identité de Louis Aubouet – AD 18 – 1 Ph 55



Document 4 : Défilé à la Libération dans les rues de Saint-Florent-sur-Cher. On peut remarquer la présence de Louis Aubouet, au centre du premier rang. – AD 18 – 1 Ph 55